

**REPUBLIQUE
DE
VANUATU**

JOURNAL OFFICIEL



**REPUBLIC
OF
VANUATU**

OFFICIAL GAZETTE

30 AVRIL 2007

NO. 13

30 APRIL 2007

SONT PUBLIES LES TEXTES SUIVANTS

ARRETES

LOI NO. 3 DE 1983 SUR LES DIFFERENDS DU TRAVAIL

- ARRETE NO. 4 DE 2007 SUR LES DIFFERENDS DU TRAVAIL (CESSATION OU SUSPENSION D'UNE ACTION SYNDICALE)

LOI NO. 10 DE 1981 RELATIVE A L'OFFICE DE COMMERCIALISATION DES PRODUITS DE BASE DE VANUATU

- ARRETE NO. 8 DE 2007 SUR LES FONCTIONS ET POUVOIRS DES INSPECTEURS.

ARRETE NO. 46 DE 1987 SUR LE REGLEMENT CONJOINT RELATIF AUX DISTINCTIONS HONORIFIQUES

- ARRETE NO. 9 DE 2007 SUR LE REGLEMENT CONJOINT RELATIF AUX DISTINCTIONS HONORIFIQUES (MODIFICATION).

LOI NO. 10 DE 1981 RELATIVE A L'OFFICE DE COMMERCIALISATION DES PRODUITS DE BASE DE VANUATU

- ARRETE NO. 10 DE 2007 RELATIF A L'OFFICE DE COMMERCIALISATION DES PRODUITS DE BASE (REGLEMENT) (KAVA).

NOTIFICATION OF PUBLICATION

ORDERS

**REGLEMENT CONJOINT NO. 18 DE 1968
PORTANT CONTROLE DE L'IMPORTATION
DE LA VENTE ET DE LA FOURNITURE DE
BOISSONS ALCOOLISEES.**

- ARRETE NO. 14 DE 2007 SUR LA VENTE DE BOISSONS ALCOOLISEES (INTERICTION).

**INTERNATIONAL COMPANIES ACT
NO. 32 OF 1992**

- GUIDELINES – CUSTODY OF BEARER SHARES ORDER NO. 15 OF 2007

VALUE ADDED TAX ACT NO. 12 OF 1998

- PENALTY NOTICE REGULATION ORDER NO. 16 OF 2007

OFFICIAL SALARIES ACT [CAP.168]

- ORDER NO. 17 OF 2007

MUNICIPALITIES ACT [CAP.126]

- PUBLICATION OF THE RESULTS OF LUGANVILLE MUNICIPAL COUNCIL ELECTION HELD ON THE 25TH OF APRIL, 2007.

SOMMAIRE

PAGE

**LOI NO. 7 DE 2003 RELATIVE
AU PARQUET**

- ACTE DE NOMINATION 3-4.

**LOI NO. 10 DE 1998 RELATIVE AUX
MARCHES PUBLICS ET MARCHES
PAR ADJUDICATION**

- ACTE DE REVOCATION DE LA NOMINATION DU PRESIDENT DE LA COMMISSION D'ADJUDICATION 5.

CONTENTS

PAGE

OATHS ACT [CAP.37]

- APPOINTMENT OF 1.
- COMMISSIONER FOR OATHS 2.
- OFFICIAL OATH

- ACTE DE NOMINATION DU
PRSIDENT DE LA COMMISSION
D'ADJUDICATION

6.

7.

MARITIME ACT [CAP. 131]

- CHANGE IN NAME OF VESSEL

7.

INTERNATIONAL COMPANIES

ACT NO. 32 OF 1992

- STRUCK OFF NOTICE

8.

EMPLOYMENT ACT [CAP.160]

- INSTRUMENT OF APPOINTMENT
OF THE MEMBERS OF LABOUR
ADVISORY BOARD

9.

MUNICIPALITIES ACT [CAP.126]

- NOTICE OF INTENTION

10.



RÉPUBLIQUE DE VANUATU

LOI N°3 DE 1983 SUR LES DIFFÉRENDS DU TRAVAIL

ARRÊTÉ N°4 DE 2007 SUR LES DIFFÉRENDS DU TRAVAIL (CESSATION OU SUSPENSION D'UNE ACTION SYNDICALE)

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

VU les pouvoirs que lui confère les paragraphes 1), 2) et 3) de l'article 34 de la Loi N°3 de 1983 sur les différends du travail,

A R R È T E

1. Cessation d'une action syndicale

Au cours de la période où l'Arrêté est en vigueur, il est interdit à toute personne ou catégorie de personnes spécifiée à l'article 2 du présent Arrêté de lancer un ordre d'organiser, d'obtenir ou de financer une grève ou une action syndicale irrégulière, ou de menacer de le faire, ou d'instaurer, exécuter, organiser, obtenir ou financer un lock-out, ou menacer de le faire.

2. Champ d'application de l'Arrêté

Le présent Arrêté s'applique aux personnes ou catégories de personnes suivantes :

- a) Le Syndicat National des Travailleurs de Vanuatu et tous ses membres inscrits ainsi que tout membre du public ayant un intérêt dans les questions touchant le Syndicat des Travailleurs de Vanuatu concernant Airports Vanuatu Limited suite à l'avis de grève qui sera effectif le 4 mars 2007 ;
- b) M. Ephraim Kalsakau, secrétaire général du Syndicat National des Travailleurs de Vanuatu ;
- c) M. Robinson Woleg, Président, représentant du Syndicat ;
- d) Tous les employés de Airports Vanuatu Ltd et les membres de leurs familles ;

e) Les membres de la société civile en général.

3. Entrée en vigueur

Le présent Arrêté entre en vigueur le 1^{er} mars 2007 et expire le 29 avril 2007.

Fait à Port-Vila le 1^{er} mars 2007.

**Le ministre de l'Intérieur
M. GEORGE A WELLS**



RÉPUBLIQUE DE VANUATU

LOI N°10 DE 1981 RELATIVE À L'OFFICE DE COMMERCIALISATION DES PRODUITS DE BASE DE VANUATU

ARRÊTÉ N°8 DE 2007 SUR LES FONCTIONS ET POUVOIRS DES INSPECTEURS

LE MINISTRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME

VU les pouvoirs que lui confère l'article 23 de la Loi N°10 de 1981 relative à l'Office de commercialisation des produits de base,

A R R È T E

1 Fonctions des Inspecteurs nommés par l'Office de Commercialisation des Produits de Base

Les inspecteurs doivent :

- Travailler étroitement avec les agents du service de la Quarantaine pour s'assurer que le kava est exporté dans les normes requises ;
- Superviser l'application des décisions de l'Office relatives à leurs fonctions et pouvoirs.

2 Pouvoirs des Inspecteurs nommés par l'Office de Commercialisation des Produits de Base

Les inspecteurs peuvent :

- Entrer dans tout navire ou aéronef pour examiner et enquêter, si nécessaire, et vérifier si les conditions définies par les autorités compétentes sont respectées par l'exportateur autorisé ;
- Exiger de la part de l'exportateur, la production de tout document relatif au produit de base prescrit ;
- Examiner, en la présence d'un autre inspecteur, les copeaux de kava pour vérifier si ils satisfont aux normes requises d'exportation ;
- Arrêter l'exportation de kava si les copeaux et racines de kava ne satisfont pas aux normes d'exportation.

3 Entrée en vigueur

Le présent Arrêté entre en vigueur au jour de sa signature.

Fait à Port-Vila, le 16 mars 2007.

**Le ministre du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme
M. JAMES BULE**



RÉPUBLIQUE DE VANUATU

ARRÊTÉ N°46 DE 1987 SUR LE RÈGLEMENT CONJOINT RELATIF AUX DISTINCTIONS HONORIFIQUES

ARRÊTÉ N°9 DE 2007 SUR LE RÈGLEMENT CONJOINT RELATIF AUX DISTINCTIONS HONORIFIQUES (MODIFICATION)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE VANUATU

VU les pouvoirs que lui confère l'article 7 d) de l'Arrêté N°46 de 1987 sur le Règlement conjoint relatif aux distinctions honorifiques, et sur les conseils du Premier ministre,

ARRÊTE

1. Modifications

L'Arrêté N°46 de 1987 sur le Règlement conjoint relatif aux distinctions honorifiques est modifié tel que spécifié à l'Annexe.

2. Entrée en vigueur

Le présent Arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Port-Vila le 22 mars 2007.

Le Président de la République de Vanuatu
M. KALKOT MATASKELEKELE

A N N E X E

MODIFICATION DE L'ARRÊTÉ N°46 DE 1987 SUR LE RÈGLEMENT CONJOINT RELATIF AUX DISTINCTIONS HONORIFIQUES

1. Article 15

Supprimer et remplacer l'article par

« 15 Le Président peut nommer des membres dans la catégorie Première Classe
Le Président ne peut pas nommer plus de cinq membres à la catégorie Première Classe en une année, et il n'y aura jamais plus de vingt cinq membres dans la catégorie Première Classe. ».



RÉPUBLIQUE DE VANUATU

LOI N°10 DE 1981 RELATIVE À L'OFFICE DE COMMERCIALISATION DES PRODUITS DE BASE DE VANUATU

ARRÊTÉ N°10 DE 2007 RELATIF À L'OFFICE DE COMMERCIALISATION DES PRODUITS DE BASE (RÈGLEMENT) (KAVA)

LE MINISTRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME

VU les pouvoirs que lui confère l'article 23 de la Loi N°10 de 1981 relative à l'Office de commercialisation des produits de base

A R R È T E

Sommaire

- 1 Définitions
- 2 Kava destiné à l'exportation
- 3 Mise en sac du kava en vue de l'exportation
- 4 Humidité, poussière et moisissure du kava
- 5 Qualité et certification du kava
- 6 Manifestes de marchandises
- 7 Entrée en vigueur

Annexe

RÉPUBLIQUE DE VANUATU

LOI N°10 DE 1981 RELATIVE À L'OFFICE DE COMMERCIALISATION DES PRODUITS DE BASE DE VANUATU

RÈGLEMENT D'EXPORTATION DU KAVA DE L'OFFICE DE COMMERCIALISATION DES PRODUITS DE BASE

Visant à réglementer la mise en sac et la vente du kava

1 Définition

Office désigne l'Office de Commercialisation des Produits de Base tel que défini à l'article 4 de la Loi N°10 de 1981 relative à l'Office de commercialisation des produits de base.

Reconditionnement désigne le relavage, le resséchage et la remise en sac de kava d'un sac qui se trouve être dans un état défini au paragraphe 3.3).

2 Kava destiné à l'exportation

Le kava destiné à l'exportation doit être emballé dans des sacs en bon état et utilisables ou, si présenté en vrac, sous une forme autorisée par l'Office.

3 Mise en sac du kava destiné à l'exportation

- 1) Un sac contenant du kava destiné à l'exportation doit être solidement cousu avec de la ficelle de fibre naturelle propre de façon à ne laisser aucune ouverture à l'entrée du sac par laquelle le kava peut tomber ou être contaminé.
- 2) Un sac contenant du kava destiné à l'exportation ne doit pas peser plus de 30 kilogrammes.
- 3) Un sac trouvé en mauvais état ou jugé inutilisable par un agent de l'Office peut être détenu et son contenu de kava doit être jeté et renvoyé au propriétaire pour reconditionnement.
- 4) Un sac de kava destiné à l'exportation doit toujours être étiqueté ou porter une inscription lisible, visible et indélébile permettant d'identifier le vendeur. Les sacs de kava restent la propriété du vendeur.
- 5) Un sac de kava destiné à l'exportation doit toujours être étiqueté ou porter une inscription lisible, visible et indélébile permettant de connaître qu'il contient les 10 variétés de kava prévues à l'Annexe et approuvées selon les conditions d'exportation du service de Quarantaine.

4 Humidité, poussière et moisissure

- 1) L'Office ne peut pas acheter de kava si :

- a) le volume d'humidité contenu dans le kava est inférieur à 5% ; ou

- b) la quantité de poussière, de saleté ou de tout autre corps étranger au kava constitue plus de 10% du poids du kava tel que déterminé par le passage au tamis à mailles ;
 - c) la quantité d'acide gras de l'huile extraite, exprimée en acide laurique, est supérieure à 4%.
- 2) Toute personne proposant de vendre un chargement de kava à l'Office doit prendre en charge les frais de reconditionnement ou de la suppression du kava rejeté par l'Office pour avoir contenu de la moisissure.

5 Qualité et certification du kava

- 1) Sous réserve du paragraphe 4.1), aux fins de certification du kava en vue de la vente à l'Office ou de l'exportation, un inspecteur de l'Office peut émettre un certificat approuvant la qualité et les caractéristiques du kava dans les catégories suivantes :
- a) Souches de Vanuatu ;
 - b) Copeaux de Vanuatu ;
 - c) Racines de Vanuatu ;
 - d) Tiges de Vanuatu.

- 2) Aux fins de faciliter la procédure de certification du kava, un propriétaire présentant son chargement de kava pour certification doit séparer le kava selon la qualité et la variété du kava.
- 3) Un agent de l'Office doit certifier un chargement de kava après avoir examiné au hasard au moins 5% du chargement.

6 Manifestes de marchandises

Outre les conditions prévues au paragraphe 3.4), tout le kava emballé, dans des sacs, reçu d'un navire doit être accompagné d'un manifeste de marchandises sous la forme approuvée par l'Office.

7 Entrée en vigueur

Le présent Arrêté entre en vigueur au jour de sa signature.

Fait à Port-Vila, le 20 mars 2007.

**Le ministre du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme
M. JAMES BULE**

A N N E X E

(Paragraphe 3.5))

- 1 Borugu de Vanuatu
- 2 Borogoru de Vanuatu
- 3 Gorogoro de Vanuatu
- 4 Tia de Vanuatu
- 5 Melomelo de Vanuatu
- 6 Ahouia de Vanuatu
- 7 Palarasul de Vanuatu
- 8 Kelai ou Miaome de Vanuatu
- 9 Silese de Vanuatu
- 10 Ge Wiswisket de Vanuatu



RÉPUBLIQUE DE VANUATU

RÈGLEMENT CONJOINT N°18 DE 1968 PORTANT CONTRÔLE DE L'IMPORTATION DE LA VENTE ET DE LA FOURNITURE DE BOISSONS ALCOOLISÉES

ARRÊTÉ N°14 DE 2007 SUR LA VENTE DE BOISSONS ALCOOLISÉES (INTERDICTION)

Prévoyant l'interdiction de la vente et de la fourniture de boissons alcoolisées à Luganville.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

VU les pouvoirs que lui confèrent les dispositions de l'article 19 du Règlement conjoint N°18 de 1968 portant contrôle de l'importation, de la vente et de la fourniture de boissons alcoolisées,

ARRÊTE

1 **Interdiction de vendre de boissons alcoolisées**

La vente de boissons alcoolisées dans ou en provenance de débits de boissons à Luganville, que ce soit pour consommer sur place ou à l'extérieur desdits établissements, est par les présentes interdite **à partir de minuit mardi 24 avril 2007 jusqu'à 12h00 jeudi 26 avril 2007**.

2 **Exception**

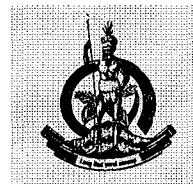
Les boissons alcoolisées peuvent être vendues au cours de la période précisée à l'article 1, dans des restaurants et hôtels aux heures normales d'ouverture à des clients de bonne foi pour consommer avec des aliments.

3 **Entrée en vigueur**

Le présent Arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

FAIT à Port-Vila, le 19 avril 2007.

Le Ministre de l'Intérieur
M. GEORGE ANDRÉ WELLS



REPUBLIC OF VANUATU

INTERNATIONAL COMPANIES ACT NO. 32 OF 1992

Guidelines -Custody of Bearer Shares

Order No 15 of 2007

In exercise of the powers exercise of the powers conferred on me by section 132 of the International Companies Act No. 32 of 1992, I, the Honourable WILLIE JIMMY TAPANGARARUA, Minister of Finance and Economic Management make the following guidelines:

1 Interpretation

- (1) In this Order, unless a contrary intention appears:

Act means the International Companies Act No. 32 of 1992;

authorised custodian means a person approved by the Commission as an authorised custodian under subsection 2(3);

Commission means the Financial Services Commission established under section 2 of the Vanuatu Financial Services Commission Act No. 35 of 1993;

custodian means an authorised custodian or a recognised custodian;

existing bearer share means a share in a company that:

- (a) was issued or converted to a bearer share before the commencement of this Order; and
- (b) remains a bearer share in the company on the commencement of this Order;

FATF means the Financial Action Task Force established by the international organisation known as the Organization for Economic Cooperation and Development;

recognised custodian means a person recognised by the Commission as a custodian under section 3;

registered agent means the person who is at any particular time performing the functions of registered agent of a company under the Act;

trust company means a company licensed under the Trust Companies Act [CAP 69].

- (2) A term used in these Guidelines that is defined in the Act has the same meaning in these Guidelines as it does in the Act.

2 Authorised custodians

- (1) Any of the following may apply to the Commission to be an authorised custodian of bearer shares:
- (a) a trust company; or
 - (b) a body corporate that:
 - (i) is incorporated outside Vanuatu; and
 - (ii) is not a resident in Vanuatu; and
 - (iii) does not have a place of business in Vanuatu.
- (2) The application must:
- (a) be in writing and in the form approved by the Commission; and
 - (b) have with it:
 - (i) the prescribed fee; and
 - (ii) evidence that the applicant is a body mentioned in paragraph (1)(a) or (1)(b); and
 - (iii) details of the directors and managers of the applicant; and
 - (iv) details of the systems and procedures the applicant has in place to act as custodian and comply with these Guidelines; and
 - (v) any other information and documents that the Commission requires.

- (3) The Commission may approve a person as an authorised custodian if it is satisfied that the person:
 - (a) is a fit and proper person to act as an authorised custodian of bearer shares; and
 - (b) has systems and procedures in place:
 - (i) to secure the custody of bearer shares; and
 - (ii) to enable the person to comply with these Guidelines.
- (4) In determining whether a body corporate referred to in subsection (2) is fit and proper, the Commission must have regard to:
 - (a) the prudential regulation exercised over the body corporate outside Vanuatu; and
 - (b) the anti-money laundering obligations imposed on the body corporate outside Vanuatu; and
 - (c) any other matters that it considers relevant.
- (5) The Commission must arrange for notice of the approval of an authorised custodian to be published in the Gazette.
- (6) An approval remains in force for the period specified in the notice of approval.

3 Recognized custodians

- (1) A person may apply to the Commission to be recognised as a custodian of bearer shares.
- (2) The Commission may recognise a person as a custodian of bearer shares if the Commission is satisfied that the person:
 - (a) is an investment exchange or a clearing organisation operating a securities clearance of settlement system; and
 - (b) carries on business in a jurisdiction that is a member of FATF.
- (3) The Commission must arrange for Notice of the recognition of a custodian to be published in the Gazette.

4 Conditions of approval

- (1) The approval of an authorised custodian under subsection 2(3) is subject to the following conditions:
 - (a) that the custodian will follow appropriate systems and procedures to secure the custody of bearer shares; and
 - (b) any other conditions the Commission considers appropriate.
- (2) The Commission may, at any time after approving an authorised custodian:
 - (a) vary or revoke a condition; or
 - (b) impose new conditions.
- (3) Before varying a condition of an approval, the Commission must:
 - (a) inform the authorised custodian of the proposed variation;
 - (b) invite the authorised custodian to make comments on the proposed variation within a reasonable time; and
 - (c) consider the comments of the authorised custodian under paragraph (3)(b)

5 Revocation of approval of authorised custodians

- (1) If the licence of a trust company who is an authorised custodian is revoked under the Trust Companies Act [CAP 69], the custodian is no longer regarded as an authorised custodian.
- (2) The Commission may revoke its approval of a person as an authorised custodian if, in the opinion of the Commission, the person:
 - (a) is no longer a fit and proper person to act as an authorised custodian of bearer shares; or
 - (b) breaches a condition of its approval; or
 - (c) fails to comply with these Guidelines; or

- (d) being a person specified in paragraph 2(1)(b):
 - (i) becomes a resident of Vanuatu; or
 - (ii) establishes a place of business in Vanuatu.

6 Information relating to beneficial owner of bearer share

- (1) If a bearer share in a company is delivered to or deposited with an authorised custodian by a person other than the registered agent of the company, the person must give the authorised custodian a notice containing the following information:
 - (a) the full name of the beneficial owner of the bearer share; and
 - (b) the full name of any other person having an interest in that share, whether because of a charge on the share or otherwise.
- (2) An authorised custodian must not accept a bearer share unless it is accompanied by the information set out in subsection (1).
- (3) If a bearer share in a company is delivered to or deposited with a recognised custodian, the person delivering or depositing the share must, within 14 days after the date on which the share is delivered or deposited, give the registered agent:
 - (a) proof of the delivery or deposit of the share; and
 - (b) a notice containing the information specified in clause (1)

7 Duties of authorised custodian holding bearer share

- (1) If a bearer share of a company is delivered to or deposited with an authorised custodian by a person other than the registered agent of the company, the authorised custodian must within 14 days after receiving the bearer share give notice to the registered agent of the company that it is the custodian of the share.
- (2) An authorised custodian who holds a bearer share must keep a record of the information referred to in sections 6 and 12 and the location of the bearer share:
 - (a) if the authorised custodian is a trust company, at its principal office in Vanuatu or at any other office in Vanuatu approved in writing by the Commission; or

- (b) if the authorised custodian is a person referred to in paragraph 2(1)(b), at an office approved by the Commission in writing.
- (3) An authorised custodian must ensure that the bearer share remains at all times within its custody and control, whether the share is kept in or outside Vanuatu.
- (4) If an authorised custodian intends to cease acting as custodian of a bearer share in a company, it must give at least 60 days notice of its intention to:
 - (a) the registered agent of the company; and
 - (b) the beneficial owner; and
 - (c) any other person who has an interest in the share.

8 Transfer of bearer shares by an authorised custodian

- (1) An authorised custodian who holds a bearer share in a company must not transfer possession of the share to a person unless the person is:
 - (a) an authorised custodian who has agreed to hold the share; or
 - (b) the body corporate where the bearer share is or is to be:
 - (i) converted to or exchanged for a registered share; or
 - (ii) redeemed, purchased or otherwise acquired by the body corporate; or
 - (iii) cancelled and forfeited; or
 - (c) the registered agent of the company.
- (2) If an authorised custodian transfers possession of a bearer share under subsection (1), it must:
 - (a) keep for one year copies of:
 - (i) notices sent to it under section 6(1); and
 - (ii) any notices it sent to the registered agent under section 12; and

- (b) deliver with the bearer share:
- (i) all original notices sent to it under subsection 6(1); and
 - (ii) copies of any notices it sent to the registered agent under section 12.

9 Transfer of bearer shares by a recognized custodian

- (1) A recognised custodian must not transfer possession of a bearer share in a company to a person unless the person is:
 - (a) the registered agent of the body corporate; or
 - (b) the company where the bearer share is or is to be:
 - (i) converted to or exchanged for a registered share; or
 - (ii) redeemed, purchased or otherwise acquired by the company; or
 - (iii) cancelled and forfeited.
- (2) If a recognised custodian transfers possession of a bearer share in a company, it must deliver with the bearer share a copy of any notice sent to the registered agent under section 12.
- (3) If a recognised custodian transfers possession of a bearer share in a company to the company, the company must within 14 days after receiving the share send notice of its receipt to its registered agent.

10 Procedure on a person ceasing to be a custodian

- (1) If the Commission revokes the approval of an authorised custodian or ceases to recognise a person as a recognised custodian, the Commission must:
 - (a) publish a notice in the Gazette and in a newspaper generally circulating in Vanuatu about the revocation of the approval of an authorised custodian or the person who ceases to be recognised by the Commission as a recognised custodian; and
 - (b) notify the person whose approval has been revoked or who has ceased to be recognised by the Commission.

(2) A person who is:

- (a) an authorised custodian whose approval has been revoked; or
- (b) a recognised custodian who has ceased to be recognised by the Commission as a recognised custodian,

must, for each bearer share that the person holds, give notice of the fact to the registered agent of the company, the beneficial owner of the share and any other person who has an interest in the share.

(3) A person must within 14 days of ceasing to be a custodian, deliver to the owner of the share or a person authorised by the owner:

- (a) the bearer share; and
- (b) all original notices sent to him under subsection 6(1); and
- (c) a copy of any notice sent to the registered agent under section 12(1) or (4).

(4) A registered agent who receives a bearer share in a company under subsection (3) holds the share on behalf of the beneficial owner of the share.

11 Transfer of beneficial ownership of, or interest in bearer share

A person who transfers beneficial ownership of or an interest in, a bearer share held by a custodian must give written notice of the transfer to the custodian.

12 Notice of person having right to entitlements carried by bearer share

(1) The custodian of a bearer share in a company may give notice to the registered agent of the company specifying the name and address of the person who is to be registered as having the right to entitlements carried by the share that are specified in the notice.

(2) A notice under subsection (1) may:

- (a) extend to all the entitlements carried by the share; or
- (b) be limited to certain specified entitlements.

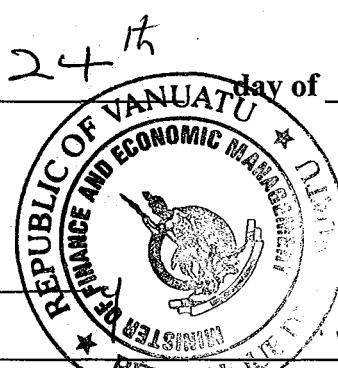
(3) If despite the company having received a notice under subsection (1) that has not been revoked, the bearer share is in the custody of a custodian, the company must treat the person specified in the notice as the bearer of the share for the purposes of the entitlements carried by the share that are specified in the notice.

- (4) The custodian of a bearer share may by notice in writing given to the company, revoke a notice delivered under subsection (1).
- (5) A notice of revocation under subsection (4) takes effect from the time that the notice is received by the registered agent or at the later time as may be specified in the notice.

13 Commencement

This Order commences on the day on which it is made.

Made at Port Vila this



24th

April

2007.

Honourable WILLIE JIMMY TAPAGARARUA
Minister of Finance and Economic Management

REPUBLIC OF VANUATU
VALUE ADDED TAX ACT NO. 12 OF 1998
Penalty Notice Regulation
Order No. 16 of 2007

In exercise of the powers conferred on me by section 59 of the Value Added Tax Act No. 12 of 1998, I, the Honourable JAMES BULE, acting Minister of Finance and Economic Management, make the following Regulations:

1 Interpretation

In this Regulation:

Act means the Value Added Tax Act No. 12 of 1998.

2 Prescribed amounts for penalty notices

For the purpose of subsection 51A of the Act, the prescribed amount in respect of an offence committed under a paragraph of the Act listed in Column 2 of the Table is:

- (a) the amount set out in Column 3 of that Table for a first offence under such paragraph; and
- (b) the amount set out in Column 4 of that Table for a second offence under such paragraph; and
- (c) the amount or penalty set out in Column 5 of that Table for a subsequent offence under such paragraph.

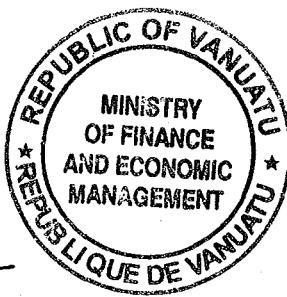
Table				
Column 1 Item	Column 2 Paragraphs of the Act	Column 3 Prescribed amount for first offence	Column 4 Prescribed amount for second offence	Column 5 Amount or Penalty for subsequent offence
1	51(1)(a)	100,000VT	200,000VT	Proceed with prosecution
2	51(1)(b)	10,000VT for each month of the default	20,000VT for each month of the default	Proceed with prosecution
3	51(1)(c)	100,000VT	200,000VT	Proceed with prosecution

4	51(1)(i)	20,000VT	40,000VT	Proceed with prosecution
5	51(1)(k)	20,000VT	40,000VT	Proceed with prosecution
6	51(1)(l)	20,000VT	40,000VT	Proceed with prosecution
7	51(1)(m)	20,000VT	40,000VT	Proceed with prosecution

3 Commencement

This Order commences on the date on which it is published in the Gazette.

Made at Port Vila this 30th day of April, 2007.



HON. JAMES BULE

Acting Minister of Finance and Economic Management



REPUBLIC OF VANUATU

OFFICIAL SALARIES ACT [CAP 168]

Official Salaries Order No. 17 of 2007

To amend the Schedule to the Official Salaries Act [CAP 168].

In exercise of the powers conferred on me by section 3 of the Official Salaries Act [CAP 168], I, the Honourable VANUAROROA HAM LINI, Acting Prime Minister, with the prior approval of the Council of Ministers, make the following Order.

1 Amendment

The Official Salaries Act [CAP 168] is amended as set out in the Schedule.

2 Commencement

This Order is taken to have commenced on 01 January 2007.

Made at Port Vila this 02nd day of May 2007.

Honourable VANUAROROA HAM LINI
Prime Minister



SCHEDULE

AMENDMENTS OF THE OFFICIAL SALARIES ACT [CAP 168]

1 Part 1 of the Schedule –Column 2

Delete “945,000” corresponding to the office of the Chairman –National Council of Chiefs substitute “2,400,000”.



MUNICIPALITIES ACT [CAP. 126]

PUBLICATION OF THE RESULTS OF LUGANVILLE MUNICIPAL COUNCIL ELECTION HELD ON THE 25TH OF APRIL 2007

Pursuant to Rule 17 of the Municipal Council Elections (Procedure Rules) Order No: 60 of 1982, THE ELECTORAL COMMISSION HEREBY PUBLISHES the results of the Luganville Municipal Council Elections held on Wednesday 25th of April 2007.

EAST WARD: 3 SEATS

NUMBER OF CANDIDATES 32

REGISTERED VOTERS	:	1228
VOTES CAST	:	934
TURN OUT	:	76%
VOID VOTES	:	25
VALID VOTES	:	909

CANDIDATES	AFFILIATION	VOTES
TUMUKON WILLIAM	NUP	14
ALAVISE ANDREW	NUP	11
BRIAN LEO	NUP	6
LUI DAVID	NUP	71
MARGRETH MARANDA	VRP	60
GRAMME BILL	VRP	121
WILSON THEIRRY	NCA	5
CLIFSON ARU	VNP	8
MARIUS BABA	VNP	28
DILLON TURA	PPP	65
VIRA TENSLEY	PPP	13
AVOCK JOEL	VP	24
ALILI WILSON	VP	23
EDRITH MAELAMAN	VP	16

LAKON WOBUNG	NAG	13
SAMSON PETER	NAG	26
BULETIK MORRIS	NAG	38
MARIE JOSE	GCP	13
SAMUEL MARK	GCP	14
TUNGU THOMAS	GCP	29
MASAGNA THOMAS ERENE	GCP	34
ALLEN DANIEL BORUGU	GCP	17
MAKEN RAPHAEL	GCP	10
WOLUL SAKSAK	GCP	1
PETER TABI	GCP	27
CHARLEY BENOIT	NA	28
GEORGE VIRA	PAP	77
HINGE DAVID	PAP	4
KENNETH MAGUE HIVIRD	UMP	41
TEVANU MARIE ANNE	UMP	20
AWUKSON RINAH	MPP	13
ANDRIEN PETRO	MPP	39

CENTRAL WARD: 4 SEATS

NUMBER OF CANDIDATES 37

REGISTERED VOTERS	:	1126
VOTES CAST	:	809
TURN OUT	:	72%
VOID VOTES	:	17
VALID VOTES	:	792

CANDIDATES	AFFILIATION	VOTES
MUHINGE MATILDA	VRP	15
KELSON ROY	VRP	39
RAMO TIMOTHY	VRP	34
KASO KALMET	VRP	53
ABRAHAM LEWIA	NCA	7
JAMES ULAS	NCA	63
PAUL SOLOMON	VNP	23
MARY ANNE BANI	VNP	6
DICKSON MORRIS	VNP	14
ALISON LINI	VNP	15
AMOS RARUA	VP	28
SAKSAK DONALD	VP	61
GARAE JULLIETH	VP	16
RELIE NOEL	NAG	20
EDWIN REMO	NAG	6
MAIHAMAN DICK	NAG	12

PAUL WILLIAM	NAG	9
LUI WILLIE	GCP	6
STEVENS GEORGES MAXIME	GCP	21
JOYCE BAGE	GCP	3
VUTI FREDDY	GCP	34
ROSE FLEDDER MARGARET	GCP	11
MATHIAS VANESSA	GCP	4
ELMAN EDISON	PPP	31
LAWAK JACKIE	NA	9
JOE MATHEW	NA	14
ANNA FREDRICK	NA	9
RUSSON SETH	PAP	30
JEAN YVES ETUL	UMP	27
JOHNNY BOB	UMP	26
BEN ROVU	UMP	23
DAVID JACOB	NUP	41
HEDLEY HOLUON	NUP	30
JAMES GODFREY	NUP	15
SUSAN NOEL	NUP	8
JOEL MADLEN	MPP	9
MAURICE LISSING	MPP	20

SARAKATA WARD: 4 SEATS

NUMBER OF CANDIDATES 45

REGISTERED VOTERS	:	1569
VOTES CAST	:	1233
TURN OUT	:	79%
VOID VOTES	:	22
VALID VOTES	:	1211

CANDIDATES	AFFILIATION	VOTES
HENRY BORANG	NUP	47
SAMUEL ALICK	NUP	27
TOM NEVOL	NUP	29
EUGENNE TABI	NUP	66
MATHIAS TABE	VRP	39
MACREVETH MARIE	VRP	37
JACOB WILLIAM	VRP	8
PIERRE CHANEL BULEBAN	VRP	15
FRANK ISSAC SOLOMON	NCA	10
KEITH ULAS	NCA	12
JOHN BATISE NIMBEL	NCA	48
KAWAS PAUL	NCA	32
WALTER HILL	VNP	27

ONEN GAVIGA	VNP	28
THOMAS LAPISAI	VNP	57
MANO IAN	VNP	62
LIWUSLILI AMBROISE	VP	24
DEMAS THOMAS	VP	22
TAMKELA BENLY	VP	14
JOSE IAPSEI	VP	26
JOAN MANUSIA	VP	11
MASENG GRAHAM	NAG	11
JOEL DONALD	NAG	42
KATAWA SEPA	NAG	32
MASING LONGLONG	GCP	24
SINGO GEORGE VIRA	GCP	47
ROBERT DENNIS	GCP	13
DAVID VATU	GCP	19
MAURICE MANSEN	GCP	7
KAVICK RAYMOND	GCP	8
NATHAN DICK	GCP	11
MATA ROSENDALE	GCP	22
PETER YUNACK	GCP	17
HAILA JACK	GCP	22
SWUA PHILIMON	GCP	14
ROY ROSINA	PPP	61
TELUKLUK VALENTINO	NA	33
YEOYE CLEMENT	NA	22
TOTO PATRICIA	NA	8
BOAR JOE	PAP	6
TOA GEORGE	PAP	14
CHANEL RORY	UMP	37
PHILEMON FRANCKLY	UMP	32
DUNC JEAN JACQUES	MPP	45
MALACHAI ROSAN	MPP	23

WESTWARD: 2 SEATS

NUMBER OF CANDIDATES 28

REGISTERED VOTERS	:	824
VOTES CAST	:	639
TURN OUT	:	78%
VOID VOTES	:	9
VALID VOTES	:	630

CANDIDATES	AFFILIATION	VOTES
NELSON SEREL	NUP	35
NOEL ALICK	NUP	50

ALLAN WHITE	VRP	11
WOKE GRAHAM	VRP	23
TSINTSIANUS FREDERIC	VRP	19
TARE JEAN	NCA	8
NABONG ISLIM	VNP	3
JOSEPH FRED	VNP	61
MERCY EHNDVAUN	VNP	2
RUBEN JONAH	VNP	108
DICK JIMMY	VP	17
RITA CARLOT	VP	16
ANDERSON PORES	NAG	7
ROBINSON MARK	NAG	3
AUGUSTINE BERNARD	GCP	11
WILLKINS ESRA	GCP	16
REMY STEVEN	GCP	63
PAULULUM EDOUARD	GCP	5
LAWRENCE TEVI	GCP	14
JOGOL GEORGE	PPP	6
JEAN PAUL ANGELO	PPP	33
MELE RAVO	NA	23
KON DAVID	PAP	0
KAHI TOM	PAP	9
RONALD LIATLATMAL	UMP	53
METMETSAN OLIVIER	UMP	12
KAHI FREDERIC	MPP	3
LUKE JOSEPH	MPP	19

The Electoral Commission therefore HEREBY PUBLISHES the names of the candidates duly elected in accordance with the proportional representation system contained in rules 23, 24 and 25 of Schedule 3 of the Municipal Council Elections (Procedure Rules) Order No: 60 of 1982.

EAST WARD: 3 SEATS

- | | |
|-------------------------|------------|
| 1. GRAMME BILL | VRP |
| 2. MASAGNA ERENE | GCP |
| 3. LUI DAVID | NUP |

CENTRAL WARD: 4 SEATS

- | | |
|-------------------------|------------|
| 1. KASO KALMET | VRP |
| 2. SAKSAK DONALD | VP |
| 3. DAVID JACOB | NUP |

4. VUTI FREDDY

GCP

SARAKATA WARD: 4 SEATS

- | | |
|------------------------------|------------|
| 1. SINGO GEORGE VIRA | GCP |
| 2. MANO IAN | VNP |
| 3. EUGENE TABI | NUP |
| 4. JOHN BATISE NIMBEL | NCA |

WEST WARD: 2 SEATS

- | | |
|-----------------------|------------|
| 1. RUBEN JONAH | VNP |
| 2. REMY STEVEN | GCP |

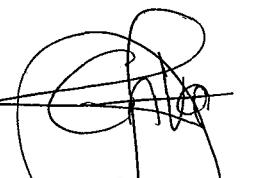
MADE at Port Vila this 26TH day of April 2007



**ETIENNE KOMBE
CHAIRMAN**



**PS YOUN ATNELO
MEMBER**



**CHEROL K ALA
MEMBER**





REPUBLIC OF VANUATU

OATHS ACT [CAP.37]

INSTRUMENT OF APPOINTMENT

Appointment

In exercise of the powers conferred on me by Section 11(1) of the Oaths Act [CAP.37], I, the Honorable Vincent LUNABEK, Chief Justice of the Republic of Vanuatu, appoint

BARRY TOA

as Commissioner for Oaths.

Commencement

The appointment takes effect on the date on which this instrument is made.

MADE at Luganville this 2nd day of April 2007

A large, handwritten signature of Vincent Lunabek is written over a circular seal. The seal is divided into four quadrants by a cross. The top half contains the text "REPUBLIC OF VANUATU" and "COURT". The bottom half contains "SUPREME COURT". The left and right quadrants contain the word "LEX" and a small star symbol. Below the seal, the name "VINCENT LUNABEK" is printed, followed by "Chief Justice of the Republic of Vanuatu".



REPUBLIC OF VANUATU

OFFICIAL OATH

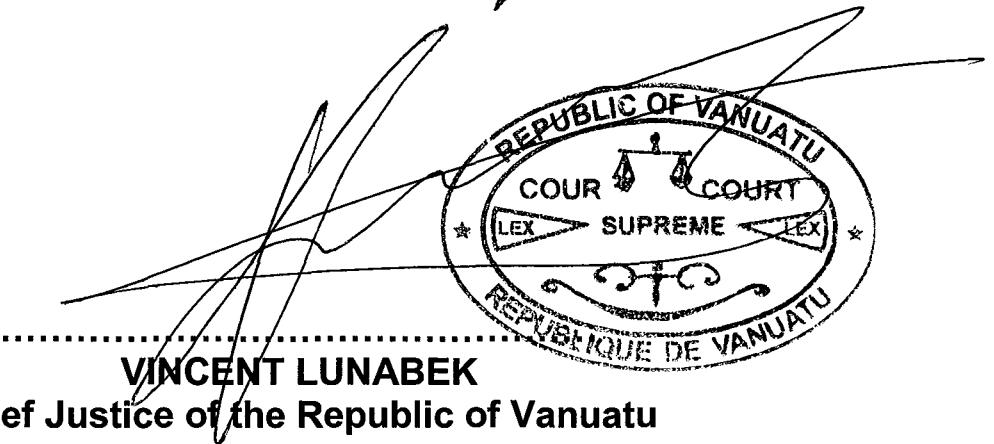
I, **BARRY TOA**, do swear that I will bear true faith and allegiance to the Republic of Vanuatu and will uphold the Constitution and the law and I will conscientiously, impartially and to the best of my ability discharge my duties as Commissioner for Oaths and do right to all manner of people without fear or favour, affection or ill-will.

So help me God.

SUBSCRIBED by the said
Barry Toa before me
VINCENT LUNABEK, the Chief
Justice of the Republic of Vanuatu
This 2nd day of April 2007

)
)
)
)
)
.....
.....

A handwritten signature of Vincent Lunabek.



VINCENT LUNABEK
Chief Justice of the Republic of Vanuatu



RÉPUBLIQUE DE VANUATU

LOI N°7 DE 2003 RELATIVE AU PARQUET

ACTE DE NOMINATION

LE PROCUREUR GÉNÉRAL

VU les pouvoirs que lui confère l'article 22 de la Loi N°7 de 2003 relative au Parquet nomme par les présentes

BERNARD WILLIAM STANDISH

Substitut du Procureur pour s'occuper de toutes les affaires pouvant être poursuivies en justice au Tribunal de Première Instance, à la Cour Suprême et à la Cour d'appel de Vanuatu.

L'acte de nomination entre en vigueur à compter de la date de la présente.

FAIT à Port-Vila le 10 avril 2007.

**Le Procureur Général
Mme KAYLEEN U TAVOA**



RÉPUBLIQUE DE VANUATU

LOI N°7 DE 2003 RELATIVE AU PARQUET

ACTE DE NOMINATION

LE PROCUREUR GÉNÉRAL

VU les pouvoirs que lui confère l'article 22 de la Loi N°7 de 2003 relative au Parquet nomme par les présentes

VIVIANE VARASMAITE LAUMAE

Substitut du Procureur pour s'occuper de toutes les affaires pouvant être poursuivies en justice au Tribunal de Première Instance, à la Cour Suprême et à la Cour d'appel de Vanuatu.

L'acte de nomination entre en vigueur à compter de la date de la présente.

FAIT à Port-Vila le 10 avril 2007.

Le Procureur Général
Mme KAYLEEN U TAVOA



RÉPUBLIQUE DE VANUATU

**LOI N°10 DE 1998 RELATIVE AUX MARCHÉS PUBLICS
ET MARCHÉS PAR ADJUDICATION**

LOI N°9 DE 1981 D'INTERPRÉTATION

**ACTE DE RÉVOCATION DE LA NOMINATION
DU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION D'ADJUDICATION**

LE PREMIER MINISTRE

VU les pouvoirs que lui confèrent le paragraphe 11.1) de la Loi N°10 de 1998 relative aux marchés publics et marchés par adjudication et l'article 21 de la Loi N°9 de 1981 d'Interprétation, révoque par les présentes la nomination de

M. ATI GEORGE SOKOMANU

au poste de Président de la Commission d'adjudication, en date du 28 mars 2007.

Le présent Acte de Révocation entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Port-Vila, le 12 avril 2007.

**Le Premier Ministre de la République de Vanuatu
M. VANUAROROA HAM LINI**



RÉPUBLIQUE DE VANUATU

**LOI N°10 DE 1998 RELATIVE AUX MARCHÉS PUBLICS
ET MARCHÉS PAR ADJUDICATION**

**ACTE DE NOMINATION
DU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION D'ADJUDICATION**

LE PREMIER MINISTRE

VU les pouvoirs que lui confère le paragraphe 11.1) de la Loi N°10 de 1998 relative aux marchés publics et marchés par adjudication, et après consultation des dirigeants de tous les partis politiques représentés au Parlement et du Président de la Chambre du Commerce, nomme par les présentes

M. ATI GEORGE SOKOMANU

Président de la Commission d'adjudication.

Le présent Acte de Nomination entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Port-Vila, le 12 avril 2007.

**Le Premier Ministre de la République de Vanuatu
M. VANUAROROA HAM LINI**



REPUBLIC OF VANUATU

MARITIME ACT [CAP 131]

CHANGE IN NAME OF VESSEL

In exercise of the power conferred on me by sub-sections 44(1) and (2) of the Maritime Act [CAP 131], I, LESS JOHN NAPUATI, Commissioner of Maritime Affairs make the following Notice.

1 Change in name of vessel

The vessel named "BURGTOR" is now known as "HEKTOR".

2 Commencement

This notice is taken to have commenced on the 9th of April, 2007.

Made this 16th day of April, 2007

Less John Napuati
Commissioner of Maritime Affairs

REPUBLIC OF VANUATU
REPUBLICQUE DE VANUATU
COMMISSIONER OF MARITIME AFFAIRS
DES AFFAIRES MARITIMES



REPUBLIC OF VANUATU

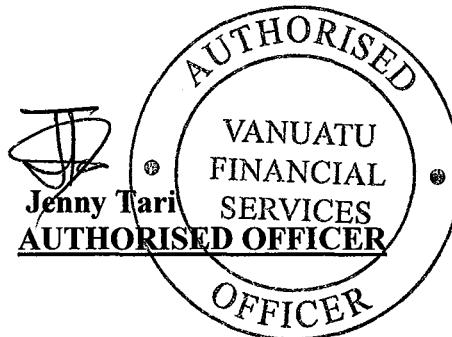
VANUATU FINANCIAL SERVICES COMMISSION

THE INTERNATIONAL COMPANIES ACT No. 32 of 1992

TAKE NOTICE that pursuant to Section 106 of the International Companies Act, the following company have been struck off the Register of Companies at Vila, Vanuatu.

INTERNET CASINOS INTERNATIONAL INC.

Dated at Port Vila this twenty-seventh of March 2007.





REPUBLIC OF VANUATU

EMPLOYMENT ACT [CAP 160]

INSTRUMENT OF APPOINTMENT OF THE MEMBERS OF LABOUR ADVISORY BOARD

In exercise of the powers conferred on me by subsection 1 (2) of the Employment Act [CAP 160] I, Honourable, George A. Wells Minister of Internal Affairs, hereby appoint the following persons as members of the Labour Advisory Board:

- a) BETHUEL SOLOMON as Chairperson;
- b) MORRIS AMOS as Member;
- c) ROLINE LESINES as Member;
- d) HENRY TAMASHIRO as Member;
- e) FATAUSI MACKENZIE as Member;
- f) ROBERT MONVOISIN as Member;
- g) LAURENT LEIGKONE as Member;
- h) GISLAIN KALTAK as Member;
- i) LEIAS CULLWICK as Member

This instrument of appointment comes into force on the day on which it is made.

Made at Port Vila this 27th day of April 2007.

HON. GEORGE A. WELLS MINISTRE DES
Minister of Internal Affairs AFFAIRES
INTERIEURS



REPUBLIC OF VANUATU

**MUNICIPALITIES ACT
[CAP 126]**

NOTICE OF INTENTION

In accordance with section 37 (2) of the Municipalities Act [CAP 126], the Port Vila Municipal Council hereby notifies the public that the Council intends to make the following Bye-Laws:

1. PROPERTY TAX RATES AND EXEMPTIONS (BYELAW NO.1 OF 2007)
2. CONTROL OF VEHICLE EMISSIONS (BYELAW NO.2 OF 2007)
3. PROHIBITION ON THE USE OF OPEN BURNING (BYELAW NO.3 OF 2007)
4. AMMENDMENT TO BYELAW NO.1 OF 1994 (BYELAW NO.4 OF 2007)

A Copy of these byelaws may be inspected by any interested persons or parties from the Council's Notice Board at Town Hall or be obtained from the Council during working hours.

If any person intends to object to the making of all or any of these byelaws, they must make written representations to the Council not later than 30th May 2007.

MADE at Port Vila this 30th day of April 2007.

POR T VILA MUNICIPAL COUNCIL